

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Président de la Chambre des Représentants, le 28 octobre 1994, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur des amendements au projet de loi "modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé" (Doc., Chambre, n° 1551/7 - 93/94), a donné le 31 octobre 1994 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 28 oktober 1994 door de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over amendementen op het ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven en van de wet van 17 juni 1991 tot organisatie van de openbare kredietsector en van het bezit van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen" (Gedr. St., Kamer, nr. 1551/7 - 93/94), heeft op 31 oktober 1994 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au Président de la Chambre des Représentants de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est

"... par le fait que la Chambre souhaite terminer la discussion de ce projet de loi le 9 novembre 1994".

*

*

*

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations ci-après.

*

*

*

Le texte du projet de loi adopté par la commission de l'infrastructure modifie deux lois : d'une part, la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et, d'autre part, la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé.

.../...

Les modifications apportées à la première de ces lois font l'objet du Titre premier, tandis que celles apportées à la seconde sont groupées dans le Titre II.

Titre premier. - Modifications de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

Observation préalable.

Le Conseil d'Etat, section de législation, a été précédemment saisi d'une demande d'avis sur un avant-projet de loi portant des dispositions sociales et diverses. Parmi celles-ci figurent des dispositions concernant les entreprises publiques économiques. Il s'agit plus précisément des articles 61 à 71, groupés dans le chapitre IX "Entreprises publiques économiques" du titre VIII "Dispositions diverses".

L'avis portant la référence L. 23.766/1/2/8/9 a été donné, en ce qui concerne le chapitre IX précité, le 10 octobre 1994.

Plusieurs des amendements actuellement soumis à la section de législation du Conseil d'Etat par le Président de la Chambre des Représentants sont, sinon identiques, à tout le moins similaires aux dispositions précitées.

.../...

Le Conseil d'Etat ne fera, dès lors, porter son examen que sur les amendements ne présentant pas ce caractère de similitude.

Pour la facilité, sera toutefois annexé au présent avis l'avis L. 23.766/1/2/8/9, en tant qu'il porte sur les dispositions du chapitre IX du Titre VIII de l'avant-projet précité.

Article 2 (nouveau).

Cet amendement correspond à l'article 61 du titre VIII de l'avant-projet de loi précité.

Article 3 (nouveau).

Le texte de l'article 59/2, §§ 1er et 3, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, tel qu'il est proposé par l'amendement, correspond à l'article 59/2, §§ 1er et 3, en projet figurant dans l'article 62 du même titre VIII.

Sont, par contre, nouveaux, à tout le moins en partie, les paragraphes 2 et 4 de l'article 59/2 amendé.

En ce qui concerne le paragraphe 2.

L'intention des auteurs de l'amendement serait mieux exprimée de la manière suivante :

.../...

"§ 2. Par dérogation à l'article 18, § 2, alinéa 1er, le conseil d'administration de BELGACOM est composé ... (la suite comme à l'amendement).

L'article 18, § 1er, alinéa 2, n'est pas applicable à BELGACOM".

En ce qui concerne le paragraphe 4.

Ce paragraphe n'appelle pas d'observation.

Article 4 (nouveau).

Le texte de l'article 59/3 de la loi du 21 mars 1991 précitée, tel qu'il est proposé par l'amendement, correspond à l'article 63 du même titre VIII.

Article 5 (nouveau).

Le texte de l'article 59/4 de la loi du 21 mars 1991 précitée, tel qu'il est proposé par l'amendement, correspond à l'article 64 du même titre VIII.

Article 6 (nouveau).

Le texte de l'article 59/5 de la loi du 21 mars 1991 précitée, tel qu'il est proposé par l'amendement, correspond à l'article 65 du même titre VIII.

.../...

Article 7 (nouveau).

Cet article introduit dans le titre II de la loi précitée du 21 mars 1991 un chapitre IVbis, intitulé "Actions émises par BELGACOM" et comprenant l'article 60/1.

Cet article correspond, à la seule exception de son paragraphe 4 qui est nouveau, au texte de l'article 66 du même titre VIII.

En ce qui concerne le paragraphe 4, l'amendement est justifié comme suit :

"Dès avant la transformation de Belgacom, l'Etat doit pouvoir conclure des opérations de cession ou autres sur les actions qui lui seront attribuées dans le cadre de la transformation.

L'article 46, § 1er, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales dispose que les cessions d'actions ne sont valables qu'après la constitution définitive de la société et le versement du quart de l'import des actions. Cette disposition n'est en principe pas applicable en cas transformation, pas plus qu'en cas de fusion ou scission. Il est toutefois préférable, eu égard aux interprétations parfois données de cette disposition, de prévoir expressément qu'elle ne s'applique pas à la transformation d'une entreprises publique autonome en société anonyme.

De même, il faut éviter que l'application éventuelle de l'article 1855 du Code civil à des conventions de "put" ou de "call" sur des actions nouvellement émises ne limite la liberté de l'Etat de conclure toutes conventions généralement quelconques rendues nécessaires dans le cadre de la consolidation stratégique de Belgacom.

.../...

L'article 13ter, alinéa 2, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales est également écarté en tant qu'il renvoie à l'article 1855 du Code civil".

Cet amendement appelle les observations suivantes :

1. Comme le soulignent P. VAN OMMESLAEGHE et X. DIEUX (1), la prohibition que consacre l'article 46 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales est dictée par la volonté d'empêcher la spéculation et l'agiotage sur des titres dont la valeur et la consistance sont incertaines; elle poursuit un objectif de "police du marché" avec pour conséquence qu'elle intéresse l'ordre public et que la nullité qui la sanctionne est absolue. Cette prohibition s'applique aux cessions d'actions intervenant avant que la société ne soit définitivement constituée ainsi qu'aux cessions d'actions à émettre à la suite d'une augmentation de capital (2).

Il appartiendra au législateur fédéral d'apprécier s'il est opportun de donner, par voie d'autorité, dans un cas particulier, et dans le seul but de faciliter certaines opérations ponctuelles, une interprétation à une règle générale telle que celle-ci et, surtout, si cette interpré-

(1) Examen de jurisprudence 1979-1990, Les sociétés commerciales, R.C.J.B. 1993, pp. 705 et 706.

(2) Pour une application récente de cet article en cas d'augmentation de capital, voyez Appel Bruxelles, 3 décembre 1986 (R.C.J.B., 1985, pp. 542 à 587, note M. COIPEL). Cet arrêt est approuvé par P. VAN OMMESLAEGHE et X. DIEUX dans leur chronique (Ibid.).

tation ne va pas à l'encontre de la ratio legis de l'article 46 précité.

2. L'article 1855 du Code civil constitue une disposition tout à fait essentielle du droit des sociétés. En effet, cette disposition repose sur l'idée qu'il n'y a pas d'"affectio societatis" - et donc pas de contrat de société - là où la convention attribue la totalité des bénéfices à l'un des associés ou l'affranchit de toute contribution aux pertes. Suivant la doctrine dominante, la prohibition qu'édicté cet article est d'ordre public; elle s'applique non seulement aux clauses léonines introduites dans les statuts mais plus généralement à toutes les conventions, même extrinsèques aux statuts, antérieures ou postérieures à ceux-ci, par lesquelles un associé affranchit un autre de toute participation aux pertes sociales. La violation de cette interdiction entraîne non seulement la nullité de la clause léonine mais aussi la nullité du contrat de société dans sa totalité. Dérogeant à ce principe pour les sociétés qui y sont visées, notamment les sociétés anonymes, l'article 13ter des lois coordonnées sur

.../...

les sociétés commerciales réputé simplement non écrites de telles clauses léonines (1).

L'amendement examiné écarte, purement et simplement dans le cas d'espèce, l'application de ces deux dispositions. Il appartiendra au législateur fédéral d'apprécier si une dérogation de cette importance à des règles aussi fondamentales est admissible et ne dénature pas le recours à la notion de société.

-
- (1) Sur la prohibition des clauses léonines, voyez P. VAN OMMESLAEGHE et X. DIEUX, Examen de jurisprudence 1979-1990, Les sociétés commerciales, R.C.J.B., 1992, pp. 605 à 611 et les nombreuses références citées. Commentant l'arrêt précité du 3 décembre 1986 de la Cour d'appel de Bruxelles qui avait fait application de l'article 1855 du Code civil à une complexe opération de portage, ces deux auteurs considèrent qu'il ne condamne pas toutes les opérations de portage; il "ne concerne que les conventions conclues entre souscripteurs à l'occasion de la constitution de la société ou d'une augmentation de son capital, lorsqu'elles ont pour effet de garantir à l'un d'entre eux qu'il récupérera sa mise quels que soient les résultats des activités sociales. De telles conventions sont incompatibles avec la notion même de contrat de société ou, dans l'analyse institutionnelle de la société, avec les notions de souscription et d'apports. Leur nullité est parfaitement justifiée dans la conception actuelle de la société. Mais ces règles ne ... paraissent pas devoir s'appliquer aux transactions portant sur des "actions déjà émises" par des sociétés anonymes, qu'elles soient conclues avec des actionnaires ou avec des tiers. L'arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles ne traite en aucun cas de cette hypothèse. L'achat d'actions se réalise en marge de l'institution et il n'en modifie aucun des éléments essentiels sur le plan juridique. Dans des cas fréquents, particulièrement lorsque le titre est coté en bourse, l'achat d'actions est, d'autre part, lié à des mobiles de spéculation à court terme, totalement étrangers au fonctionnement de la société, et que notre droit ne prohibe pas tels quels ...".

.../...

Titre II. - Modifications de la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé.

Article 15 (nouveau).

Cet article élargit, de manière substantielle, l'objet social de la Caisse générale d'épargne et de retraite-Holding, à un point tel que l'on peut se demander si une telle disposition est encore compatible avec le principe de la spécialité des personnes de droit public.

De plus, l'amendement ne permet pas de délimiter de manière claire et précise quelles sont les attributions respectives de la Caisse générale d'épargne et de retraite-Holding et de la Société fédérale d'investissement (S.F.I.). La justification de l'amendement ne le permet pas davantage.

.../...

Article 16 (nouveau).

Cet amendement appelle les deux observations suivantes :

1. L'exercice du pouvoir attribué au Roi aura pour effet de grever le budget de l'Etat, ce qui suppose le consentement préalable du Parlement.

L'article 174 de la Constitution commande, en effet, que l'encours maximal des emprunts garantis par l'Etat soit fixé par la loi.

2. La généralité de l'habilitation ne permet pas de garantir qu'il en sera fait un usage conforme aux dispositions du droit européen, singulièrement celles relatives au régime des aides.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval wordt dat verzoek gemotiveerd

"... par le fait que la Chambre souhaite terminer la discussion de ce projet de loi le 9 novembre 1994".

*

* *

De Raad van State moet zich, binnen de korte termijn die hem is toegemeten, bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen.

*

* *

De tekst van het ontwerp van wet, zoals die is aangenomen door de commissie voor de infrastructuur, wijzigt twee wetten, enerzijds de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, en anderzijds de wet van 17 juni 1991 tot organisatie van de openbare kredietsector en van het bezit van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen.

.../...

De wijzigingen aangebracht in eerstgenoemde wet zijn vervat in titel I, terwijl de wijzigingen aangebracht in de tweede wet opgenomen zijn in titel II.

Titel I. - Wijzigingen in de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

Voorafgaande opmerking.

De Raad van State, afdeling wetgeving, is voorheen verzocht een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet houdende sociale en diverse bepalingen. Daaronder bevinden zich bepalingen betreffende de economische overheidsbedrijven, meer in het bijzonder de artikelen 61 tot 71, die samen hoofdstuk IX, "Economische overheidsbedrijven", vormen van titel VIII, "Diverse bepalingen".

Het advies met als kenmerk L. 23.766/1/2/8/9 is, wat voornoemd hoofdstuk IX betreft, verstrekt op 10 oktober 1994.

Verscheidene amendementen die de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers thans aan de afdeling wetgeving van de Raad van State heeft voorgelegd, zijn identiek met voornoemde bepalingen of vertonen op zijn minst gelijkenis ermee.

Derhalve zal de Raad van State alleen die amendementen onderzoeken welke geen gelijkenis ermee vertonen.

.../...

Gemakshalve wordt bij dit advies het advies L. 23.766/1/2/8/9 gevoegd, in zoverre het betrekking heeft op de bepalingen van titel VIII, hoofdstuk IX, van voornoemd voorontwerp.

Artikel 2 (nieuw).

Dit amendement stemt overeen met artikel 61 van titel VIII van voornoemd voorontwerp van wet.

Artikel 3 (nieuw).

De tekst van artikel 59/2, §§ 1 en 3, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven stemt, zoals hij wordt voorgesteld in het amendement, overeen met de tekst van het ontworpen artikel 59/2, §§ 1 en 3, dat is opgenomen in artikel 62 van dezelfde titel VIII.

De paragrafen 2 en 4 van het geamendeerde artikel 59/2 daarentegen zijn nieuw, althans gedeeltelijk.

Wat paragraaf 2 betreft.

De bedoeling van de indieners van het amendement zou beter tot uitdrukking komen indien de tekst als volgt luidt :

.../...

"§ 2. In afwijking van artikel 18, § 2, eerste lid, is de raad van bestuur van BELGACOM samengesteld uit ... (voorts zoals in het amendement).

Artikel 18, § 1, tweede lid, is niet van toepassing op BELGACOM".

Wat paragraaf 4 betreft.

Omtrent deze paragraaf behoren geen opmerkingen te worden gemaakt.

Artikel 4 (nieuw).

De tekst van artikel 59/3 van voornoemde wet van 21 maart 1991 stemt, zoals hij wordt voorgesteld in het amendement, overeen met artikel 63 van diezelfde titel VIII.

Artikel 5 (nieuw).

De tekst van artikel 59/4 van voornoemde wet van 21 maart 1991 stemt, zoals hij wordt voorgesteld in het amendement, overeen met artikel 64 van diezelfde titel VIII.

.../...

Artikel 6 (nieuw).

De tekst van artikel 59/5 van voornoemde wet van 21 maart 1991 stemt, zoals hij wordt voorgesteld in het amendement, overeen met artikel 65 van diezelfde titel VIII.

Artikel 7 (nieuw).

Dit artikel voegt in titel II van voornoemde wet van 21 maart 1991 een hoofdstuk IVbis in, met als opschrift "Aandelen uitgegeven door BELGACOM", dat artikel 60/1 bevat.

Dit artikel stemt overeen met de tekst van artikel 66 van diezelfde titel VIII, met uitzondering van paragraaf 4, die nieuw is.

Wat paragraaf 4 betreft, wordt het amendement als volgt gerechtvaardigd :

"Reeds voor de omzetting van Belgacom dient de Staat te kunnen overgaan tot het sluiten van operaties tot overdracht of andere van de aandelen dewelke hem zijn toegekend in het kader van de omzetting.

Artikel 46, § 1, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen bepaalt dat de overdracht van aandelen slechts geldig is na de definitieve oprichting van de vennootschap en storting van één vierde van het bedrag der aandelen. Deze bepaling is in beginsel niet toepasselijk in geval van omzetting, evenmin bij fusie of splitsing. Gelet op de interpretaties dewelke soms worden gegeven aan voormeld artikel, is het echter aangewezen uitdrukkelijk te voorzien dat het niet toepasselijk is op de omzetting van een autonoom overheidsbedrijf in een naamloze vennootschap.

.../...

Tevens dient men te vermijden dat de eventuele toepassing van artikel 1855 van het Burgerlijk Wetboek op "put" en "call" overeenkomsten op nieuw uitgebrachte aandelen de vrijheid van de Staat zou beperken om eender welke overeenkomst nodig in het kader van de strategische consolidatie van Belgacom te sluiten.

Artikel 13ter, lid 2, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen wordt eveneens uitgesloten in de mate dat het verwijst naar artikel 1855 van het Burgerlijk Wetboek".

Bij dat amendement behoren de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

1. Zoals P. VAN OMMESLAEGHE en X. DIEUX onderstrepen (1), is de verbodsbepaling die vervat zit in artikel 46 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen ingegeven door de wil om speculatie en agiotage te voorkomen met effecten waarvan de waarde en de stabiliteit onzeker zijn; die bepaling streeft een doel van "marktbeheer" na, met als gevolg dat ze van belang is voor de openbare orde en dat op niet-naleving ervan volstreckte nietigheid staat. Deze bepaling is zowel van toepassing op de overdrachten van aandelen vooraleer de vennootschap definitief is opgericht als op de overdrachten van aandelen die moeten worden uitgegeven ingevolge een kapitaalverhoging (2).

(1) Examen de jurisprudence 1979-1990, Les sociétés commerciales, R.C.J.B. 1993, blz. 705 en 706.

(2) Voor een recente toepassing van dat artikel in het geval van een kapitaalverhoging, zie Hof van Beroep Brussel, 3 december 1986 (R.C.J.B., 1985, blz. 542 tot 587, noot van de heer COIPEL). Dit arrest wordt door P. VAN OMMESLAEGHE en X. DIEUX in hun kroniek goedgekeurd (Ibid.).

Het staat aan de federale wetgever om te oordelen of het opportuun is om in een specifiek geval en met de enige bedoeling om eenmalige verrichtingen te vergemakkelijken, een authentieke uitlegging te geven van een algemene regel als de onderhavige en vooral, of die interpretatie niet ingaat tegen de ratio legis van het voormelde artikel 46.

2. Artikel 1855 van het Burgerlijk Wetboek vormt een bepaling die volstrekt essentieel is voor het vennootschappenrecht. De bepaling berust immers op het idee dat er geen "affectio societatis" is - en dus geen vennootschapscontract - als de overeenkomst de gehele winst aan een van de vennoten toekent of deze vrijstelt van elke bijdrage in het verlies. Volgens de overheersende rechtsleer is het door dat artikel verwoorde verbod van openbare orde; het is niet alleen van toepassing op leonische clausules die opgenomen worden in de statuten maar meer algemeen op alle overeenkomsten, ook die welke niet in de statuten zijn opgenomen, of van oudere of recentere datum dan de statuten zijn, waardoor een vennoot een andere vennoot vrijstelt van elke bijdrage in de verliezen van de vennootschap. De schending van dat verbod brengt niet alleen de nietigheid van de leonische clausule met zich, maar tevens van het volledige vennootschapscontract. In afwijking van dat beginsel bepaalt artikel 13ter van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen voor de vennootschappen die daarin worden bedoeld, inzonderheid de naamloze vennoot-

.../...

schappen, dat zulke leonische clauses als niet-geschreven worden beschouwd (1).

Het onderzochte amendement schakelt de toepassing van deze beide bepalingen in het onderhavige geval gewoon uit. Het staat aan de federale wetgever om te oordelen of een zo gewichtige afwijking van dermate fundamentele regels aanvaardbaar is en het werken met het begrip vennootschap niet uitholt.

-
- (1) Over het verbod van leonische clauses, zie P. VAN OMMESLAEGHE en X. DIEUX, Examen de jurisprudence 1979-1990, Les sociétés commerciales, R.C.J.B., 1992, blz. 605 tot 611 en de talrijke, daarin vermelde literatuurverwijzingen. In hun commentaar bij het voormelde arrest van 3 december 1986 van het Hof van Beroep te Brussel dat artikel 1855 van het Burgerlijk Wetboek had toegepast op een ingewikkelde portageverrichting, zeggen beide auteurs van mening te zijn dat het arrest niet alle verrichtingen van portage veroordeelt; het betreft alleen "les conventions conclues entre souscripteurs à l'occasion de la constitution de la société ou d'une augmentation de son capital, lorsqu'elles ont pour effet de garantir à l'un d'entre eux qu'il récupérera sa mise quels que soient les résultats des activités sociales. De telles conventions sont incompatibles avec la notion même de contrat de société ou, dans l'analyse institutionnelle de la société, avec les notions de souscription et d'apports. Leur nullité est parfaitement justifiée dans la conception actuelle de la société. Mais ces règles ne ... paraissent pas devoir s'appliquer aux transactions portant sur des "actions déjà émises" par des sociétés anonymes, qu'elles soient conclues avec des actionnaires ou avec des tiers. L'arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles ne traite en aucun cas de cette hypothèse. L'achat d'actions se réalise en marge de l'institution et il n'en modifie aucun des éléments essentiels sur le plan juridique. Dans des cas fréquents, particulièrement lorsque le titre est coté en bourse, l'achat d'actions est, d'autre part, lié à des mobiles de spéculation à court terme, totalement étrangers au fonctionnement de la société, et que notre droit ne prohibe pas tels quels ...".

Titel II. - Wijzigingen van de wet van 17 juni 1991 tot organisatie van de openbare kredietsector en van het bezit van de deelnemingen van de openbare sector in bepaalde privaatrechtelijke financiële vennootschappen.

Artikel 15 (nieuw).

Het artikel verruimt het doel van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Holding aanzienlijk, zodat men zich kan afvragen of zulk een bepaling zich nog verdraagt met het beginsel van de specialiteit van de publiekrechtelijke rechtspersonen.

Bovendien maakt het amendement het niet mogelijk om duidelijk en nauwkeurig te bepalen wat de respectieve bevoegdheden zijn van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Holding en van de Federale Investeringsmaatschappij (F.I.M.). De verantwoording van het amendement brengt daarover niet meer duidelijkheid.

Artikel 16 (nieuw).

Bij het amendement moeten de twee volgende opmerkingen worden gemaakt :

1. Door de uitoefening van de bevoegdheid die aan de Koning wordt opgedragen, zal de begroting van de Staat

.../...

worden bezwaard, wat een voorafgaande instemming van het Parlement vooronderstelt.

Artikel 174 van de Grondwet houdt immers in dat het maximale bedrag van de door de Staat gewaarborgde leningen door de wet wordt vastgesteld.

2. De algemeenheid van de opdracht van bevoegdheid maakt het niet mogelijk te garanderen dat die bevoegdheid zal worden gebruikt overeenkomstig de bepalingen van het Europese recht, voornamelijk die betreffende het stelsel van overheidssteun.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : R. ANDERSEN,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY,
C. WETTINCK,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : M. PROOST,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. QUINTIN, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. R. QUINTIN, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

R. ANDERSEN.